



Le SNUDI-FO appelle les personnels à s'inscrire dans le mouvement qui se construit partout pour bloquer le pays dès le 10 septembre !

Les conditions de cette rentrée sont inacceptables pour les personnels comme pour les élèves :

- 5 000 fermetures de classes décidées en 2025 par le gouvernement Bayrou/Borne ;
- 2 500 enseignants manquants selon la ministre Borne, satisfaite de ce bilan ;
- manque criant d'AESH dans les écoles ;
- 24 000 places manquantes dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour les élèves qui en ont besoin ;
- limitation drastique du nombre de listes complémentaires et le refus dans certaines académies de les recruter totalement ;
- licenciement de nombreux enseignants contractuels...

Elles provoquent la résistance des personnels et des parents d'élèves. Ainsi, les personnels d'une école maternelle de Champigny (Val-de-Marne), étaient en grève les 1^{er} et 2 septembre pour l'affectation immédiate de 6 AESH, les rassemblements et blocages d'école contre des fermetures de classes perdurent, comme à Romilly-la-Puthenaye dans l'Eure, à Cugnaux en Haute-Garonne, à Alès dans le Gard...

Certaines écoles mobilisées obtiennent ainsi des annulations de fermetures de classes en cette rentrée en Mayenne, en Indre-et-Loire, en Charente Maritime...

Une budget de guerre contre les personnels et l'Ecole publique !

Dans une situation où l'école manque de tout, où les personnels sont à bout, le 1^{er} ministre Bayrou ose présenter un budget d'une violence inédite de 43,8 milliards d'€ d'économie avec la suppression de 3000 postes de fonctionnaires en 2026 et le non-remplacement d'un départ sur trois dès 2027, le blocage des salaires, la suppression de deux jours fériés, de nouvelles remises en cause de la Sécurité sociale... Autant d'annonces qui s'attaquent frontalement à nos droits, à nos statuts et au fonctionnement même de l'Ecole publique !

Et pendant ce temps le budget militaire aura doublé sous les quinquennats Macron passant de 32 milliards d'€ en 2017 à 64 milliards d'€ en 2027 !

Les collègues discutent partout du blocage du pays dès le 10 septembre

Ces annonces ont suscité une profonde colère qui s'est incarnée dans les appels à bloquer le pays à partir du 10 septembre notamment pour le retrait du budget Bayrou. Partout se réunissent des assemblées, nombreuses, pour préparer cette mobilisation.

Chacun comprend que même si le gouvernement Bayrou tombait le 8 septembre, son budget pourrait être maintenu, de la même manière que la quasi-totalité des mesures néfastes du budget Barnier avaient été maintenues malgré la chute de son gouvernement en décembre 2024.

Le blocage du pays à compter du 10 septembre est au centre des discussions des réunions syndicales du SNUDI-FO, qui rassemblent en cette rentrée scolaire des centaines de personnels en Mayenne, dans le Rhône, en Seine-Saint-Denis, en Côte-d'Or, dans le Val-d'Oise, dans l'Eure... Plusieurs comités de défense de l'école sont également partie prenante de cette mobilisation.

Les motions adoptées appellent les personnels du 1^{er} degré à s'inscrire dans le mouvement de blocage du pays à compter du 10 septembre, à participer aux Assemblées citoyennes, à prendre part aux actions et mobilisations décidées, à déposer massivement leurs déclarations d'intention de grève dès le 10 ou le 11 septembre...

Cette discussion se mène dans tous les secteurs professionnels et de nombreux appels syndicaux voire intersyndicaux appellent à rejoindre la grève et le blocage à compter du 10 septembre.

Le SNUDI-FO invite les personnels à se réunir dans les écoles, à participer nombreux aux réunions syndicales, à rejoindre les assemblées qui préparent le blocage du pays dès le 10 septembre pour la satisfaction des revendications, à déposer leurs déclarations d'intention de grève... C'est maintenant qu'il faut y aller !

Le SNUDI-FO revendique :

- **Le retrait total du budget Bayrou ! Non à l'économie de guerre !**
- **L'abrogation de la réforme des retraites !**
- **L'annulation des fermetures de classes décidées pour cette rentrée scolaire !**
- **Des créations de postes à hauteur des besoins pour faire baisser les effectifs par classe, assurer le remplacement des enseignants absents, créer des places d'enseignants spécialisés et dans les établissements sociaux et médico-sociaux !**
- **Le recrutement de la totalité des candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires et le réabondement de celles-ci !**
- **Le renouvellement et la titularisation de tous les enseignants contractuels qui le souhaitent !**
- **Un statut et un vrai salaire pour les AESH et le recrutement d'AESH à hauteur des besoins !**
- **L'abrogation de toutes les mesures qui détruisent l'école publique et nos statuts (loi Rilhac, Acte 2 de l'Ecole inclusive, évaluations d'école, évaluations nationales...)**

Montreuil, le 3 septembre 2025